

Au-delà du risque Le Pen, un risque France

PAR JEAN-PIERRE PETIT

Certains craintes se sont récemment manifestées sur les marchés de capitaux à propos de la France, en raison de la bonne tenue des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen dans les sondages. Pour les marchés, tout semble lié à la probabilité de son élection le 7 mai. Or, le risque va bien au-delà de M^{me} Le Pen. Le potentiel électoral des candidats dont le programme est à peu près « responsable » au plan financier et compatible à moyen terme avec les positions allemandes et avec celles de la plupart de ses partenaires européens est aujourd'hui minoritaire. Il ne représente tout au plus que 45 % du corps électoral dans les sondages actuels.

Surtout, le problème de fond dépasse largement l'horizon politique de 2017. Il touche à la dégradation de la situation de la France et au questionnement sur son maintien futur dans la zone euro et l'Union européenne. La France est en retard sur les autres pays riches en termes de croissance du PIB par habitant depuis plus de quarante ans, et le fossé s'est plutôt creusé depuis la grande crise de 2008. De multiples autres indicateurs illustrent le déclassement français : réduction de la base exportatrice et perte de parts de marché, déficits extérieurs structurels, persistance du chômage de masse et montée de la pauvreté, baisse des standards de formation.

Son rang dans les grands classements internationaux de compétitivité générale est toujours peu flatteur (21^e rang dans le World Economic Forum ; 29^e dans le Doing Business de la Banque mondiale). Parallèlement, la défiance à l'égard de sa gouvernance est légitime, quelles que soient les majorités politiques : 23^e rang mondial à l'indice de corruption de Transparency International, derrière... l'Uruguay et l'Estonie, alors que l'Allemagne et le Royaume-Uni occupent la 10^e place (l'indice va du moins au plus corrompu) ; 27^e rang se-

lon l'indice de démocratie de *The Economist*, avec notamment un très faible degré de confiance des citoyens dans les élites politiques.

Derrière les grandes envolées lyriques des discours de campagne, la réalité est plutôt celle, quinquennat après quinquennat, de l'immobilisme en matière de réformes. La France reste paralysée par sa forte addiction aux dépenses publiques, son millefeuille institutionnel et son inflation réglementaire. La dynamique du déclin s'autoentretient : il est en effet très difficile d'amorcer une stratégie de redressement durable en raison des obstacles sociologiques, politiques et même économiques (les réformes ont un coût économique de court terme) que le déclin génère en lui-même. Et le temps d'un quinquennat est trop court pour amorcer des réformes ambitieuses et cohérentes qui soient de nature à porter des fruits visibles pour les électeurs.

TRAITEMENT DE FAVEUR

Pourquoi, dans ces conditions, la France a-t-elle jusqu'à présent bénéficié d'un traitement de faveur des marchés, en empruntant pratiquement aux mêmes conditions que l'Allemagne, à l'exception de courtes périodes liées aux élections ? Parce que du fait de sa taille (20 % du PIB de la zone euro), une sortie de la France signifierait presque mécaniquement l'implosion de la zone euro. Dans les années 1960, les Etats-Unis pouvaient financer leurs déficits « sans pleurs » grâce au fait que le dollar était la monnaie de réserve internationale : on parlait de « privilège exorbitant ». Le message de la France à ses partenaires est implicitement : « C'est nos déficits mais c'est votre problème ». Cette complaisance va-t-elle durer ? Il y a depuis longtemps en Allemagne une lassitude croissante à l'égard de l'irresponsabilité française. La réassurance de la Banque centrale européenne n'est pas non plus nécessairement éternelle : le mandat de Mario Draghi s'achève en novembre 2019.

Le Front-national a été l'expression politique principale du déclassement français depuis une trentaine d'années. Il a démontré une capacité étonnante de résistance aux multiples crises internes et externes qu'il a connues, preuve du caractère peu réversible de sa graduelle ascension. Autrement dit, la focalisation des marchés sur 2017 néglige la dégradation du risque France, et ce qui pourrait se concrétiser en 2022... ■



Jean-Pierre Petit

est économiste
et président
de la société de conseil
Les Cahiers verts
de l'économie

